



KPMG S.A.  
Tour Eqho  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex



LCA Audit  
22 rue Fourcroy  
75017 Paris

# Inventiva S.A.

**Rapport complémentaire des commissaires aux comptes sur l'émission de bons de souscription d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de bénéficiaires**

Décision du Conseil d'administration du 17 octobre 2024

Inventiva S.A.

50, rue de Dijon - 21121 Daix

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre

LCA Audit  
Société de commissariat aux comptes  
Siège social :  
22 rue Fourcroy  
75017 Paris  
512 150 467 RCS PARIS



KPMG S.A.  
Tour Eqho  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex

LCA Audit  
22 rue Fourcroy  
75017 Paris

## **Inventiva S.A.**

50, rue de Dijon - 21121 Daix

### **Rapport complémentaire des commissaires aux comptes sur l'émission de bons de souscription d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de bénéficiaires**

Décision du Conseil d'administration du 17 octobre 2024

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en application des dispositions de l'article R.225-116 du code de commerce, nous vous présentons un rapport complémentaire à notre rapport du 29 mai 2024 sur l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription de bons de souscription d'actions au profit d'une catégorie de bénéficiaires autorisée par votre assemblée générale mixte du 20 juin 2024.

Cette assemblée avait délégué à votre Conseil d'administration, la compétence pour décider d'une telle opération dans un délai de 18 mois pour un montant maximum de 700 000 euros, étant précisé, d'une part, que ce plafond est commun au plafond fixé de la 22ème résolution de l'assemblée générale mixte du 20 juin 2024 et s'impute sur ce dernier et, d'autre part, que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles de résulter de la Délégation s'impute sur le plafond global de 700 000 euros fixé à la 21ème résolution de de l'assemblée générale mixte du 20 juin 2024. Faisant usage de cette délégation, votre Conseil d'administration a décidé dans sa séance du 17 octobre 2024 de procéder à une émission de 35 399 481 bons de souscription d'actions ordinaires, d'une valeur nominale de 0,01 euro assortie d'une prime d'émission de 1,34. Le montant maximum de l'augmentation du capital susceptible de résulter de cette émission s'élève à 353 994,81 euros.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport complémentaire conformément aux articles R.225-115 et suivants ainsi qu'à l'article R. 22-10-31 du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées d'une situation financière intermédiaire, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont notamment consisté à vérifier :

- la sincérité des informations chiffrées tirées de la situation financière intermédiaire établie sous la responsabilité du Conseil d'administration au 30 juin 2024 selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que les derniers comptes annuels. Cette situation financière intermédiaire a fait l'objet de notre part de travaux consistant à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers, à vérifier qu'elle a été établie selon les mêmes principes comptables et les mêmes méthodes d'évaluation et de présentation que ceux retenus pour l'élaboration des derniers comptes annuels et à mettre en œuvre des procédures analytiques ;
- la conformité des modalités de l'opération au regard de la délégation donnée par l'assemblée générale ;
- les informations données dans le rapport complémentaire du Conseil d'administration sur le choix des éléments de calcul du prix d'émission et son montant définitif.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité des informations chiffrées tirées de cette situation financière intermédiaire et données dans le rapport complémentaire du Conseil d'administration ;
- la conformité des modalités de l'opération au regard de la délégation donnée par votre assemblée générale mixte du 20 juin 2024 et des indications fournies aux actionnaires ;
- le choix des éléments de calcul du prix d'émission des titres de capital et son montant définitif;
- la présentation de l'incidence de l'émission sur la situation des titulaires de titres de capital, et de valeurs mobilières donnant accès au capital appréciée par rapport aux capitaux, et sur la valeur boursière de l'action ;
- la suppression du droit préférentiel de souscription sur laquelle vous vous êtes précédemment prononcés.

Paris La Défense, le 31 octobre 2024  
KPMG SA

Paris, le 31 octobre 2024  
LCA Audit

Philippe Grandclerc  
Associé

Lison Dahan Chouraki  
Associée